

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Lorraine


NANCY, le 27 janvier 2015

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
8, bis, rue Pierre Fourier - CS 12247  
54022 - NANCY CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet** : Demande d'autorisation présentée par la société DALKIA SA pour augmenter la capacité de production de la plate-forme de stockage et de préparation de biomasse sur le territoire de la commune de Velaine-en-Haye.

**V/Réf.** : Transmission préfectorale du 13 novembre 2014 suite au rapport et conclusions de l'enquête publique en date du 4 novembre 2014.



--	--	--

« Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête. »

## **1 – Présentation synthétique du dossier du demandeur**

### **1.1 - Le demandeur**

Raison sociale : DALKIA Est  
Route des Frênes  
Zone d'activité du parc de Haye  
54840 - VELAIN EN HAYE  
SIRET N° 456 500 537 02832  
Code APE 403Z

Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
BP 38  
59350 - SAINT ANDRE

### **1.2 - Objet de la demande**

La société DALKIA SA souhaite être autorisée à augmenter la capacité de production de la plate-forme de stockage et de préparation de biomasse sur la commune de Velaine-en-Haye en augmentant la capacité de stockage de 20 000 m<sup>3</sup> à 60 000 m<sup>3</sup>.

Le site bénéficie d'un récépissé de déclaration au titre des rubriques 1530-2 et 2260-2 respectivement pour une capacité maximale de stockage de biomasse de 20 000 m<sup>3</sup> et une puissance installée de 500 kW.

Cette augmentation de la capacité de stockage et de la puissance de broyage au-delà des seuils de l'autorisation a donc nécessité le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter. Ce dossier a été déposé par la société DALKIA France qui est devenue DALKIA SA en cours de procédure. Cette demande a été présentée par l'exploitant le 27 mars 2014 puis complétée le 22 mai 2014.

### **1.3 - Capacités techniques et financières du demandeur**

La société DALKIA SA est constituée en Société en Commandite par Actions au capital de 220.047.504 €.

Elle fait partie du groupe DALKIA qui emploie près de 50 000 personnes dans 35 pays.

La société DALKIA SA exploite le site de Velaine-en-Haye depuis octobre 2008 et y emploie 3 équivalents temps plein en personnel qualifié. Chaque personne reçoit une formation à l'exécution de sa tâche et sur la conduite à tenir en cas d'accident.

Par ailleurs, la société DALKIA SA et la plate-forme de Velaine-en-Haye sont certifiées ISO 9001 et ISO 14001.

La société DALKIA SA justifie ainsi de ses capacités techniques à conduire ses installations dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

La plate-forme bénéficie actuellement du récépissé de déclaration 2008/202 en date du 25 janvier 2008 pour une capacité maximale de 20 000 m<sup>3</sup> de stockage de biomasse.

La plate-forme est déjà existante et le processus de préparation de la biomasse reste identique.

Le chiffre d'affaires de la société DALKIA SA, ainsi que les résultats sur les trois années antérieures au dépôt de la demande d'autorisation, se déclinent de la façon suivante :

	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires (€)	2 291 446 000	2 148 525 000	2 467 724 000
Résultats d'exploitation	-23 104 000	5 118 000	-5 730 000
Résultats courants	31 757 000	1 127 410 000	772 000
Résultats nets	24 140 000	69 313 000	-14 541 000
Fonds propres	498 950 000	563 676 000	484 515 000
Capacité d'autofinancement	84 186 000	119 415 000	109 814 000

La capacité d'autofinancement de la société DALKIA SA est de 109.814.000 €, soit 4,45 % du chiffre d'affaires.

Ces éléments ainsi que la souscription de polices d'assurances (responsabilité civile « atteintes à l'environnement » et responsabilité civile "dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ») permettent de justifier des capacités financières de la société DALKIA à faire face à ses responsabilités en cas de sinistre qui atteindrait l'environnement du site.

#### **1.4 - Situation du projet**

La plate-forme est située dans la zone d'activité du parc de Haye sur le territoire de la commune de Velaine-en-Haye sur la parcelle n° 621, section AH sur une surface de 22 751 m².

#### **1.5 – Historique administratif**

La société DALKIA dispose d'un récépissé de déclaration 2008/202 en date du 25 janvier 2008 pour l'exploitation :

- d'un dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues dont la quantité stockée est supérieure à 1 000 m³, mais inférieure ou égale à 20 000 m³ (stockage de biomasse totale : 20 000 m³),
- d'une installation de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, etc, dont la puissance installée de l'ensemble des machines fixes est supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW (puissance totale installée : 500 kW),
- d'une installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables supérieure ou égale à 1 m³/h, mais inférieure à 20 m³/h (débit : 10 m³/h).

#### **1.6 - Caractéristiques techniques du projet**

Les installations projetées concernées par cette demande d'augmentation de capacité de traitement relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité
1532-1	A	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par <a href="#">la rubrique 2910-A</a> , ne relevant pas de <a href="#">la rubrique 1531</a> (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur à 50 000 m³	Stockage de biomasse	60 000 m³
2260-2a	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés	Broyeur de bois	Puissance totale installée : 740 kW

		pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par <a href="#">les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226</a> . la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.		
1432-2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturé de) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	Cuve de FOD double enveloppe enterrée : 5 m <sup>3</sup>	Capacité Equivalente Totale = $5 / (5 \times 5) = 0,2 \text{ m}^3$
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs, le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence) distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>	Station-service non ouverte au public	Volume annuel de FOD : 12 000 litres (12 m <sup>3</sup> )

A (Autorisation) ou NC (Non Classé)

La plate forme de stockage et de préparation de la société DALKIA SA à Velaine-en-Haye a pour but de préparer de la biomasse (bois naturel) en vue de l'utiliser dans des installations de chauffage locales selon le schéma de principe annexe. La matière première est apportée sur site, contrôlée, triée puis broyée, criblée et enfin stockée pendant une période suffisante pour permettre son séchage et son utilisation en chaufferie. La biomasse est stockée en tas sous abri, les opérations de séchage se faisant à l'air libre. Les installations comprennent différentes zones selon les étapes du process. Le crible et le broyeur ne sont présents sur site qu'une dizaine de jours par an. Les matériels présents sont les chargeurs et camions pour la manutention de la biomasse. Un pont bascule équipe le site à son entrée.

## **1.7 - Inconvénients et moyens de protection**

### **1.7.1 Matières premières et biomasse**

Deux types de ressources sont réceptionnées et utilisées pour la préparation de la biomasse sur le site : les ressources forestières et les sous-produits issus de l'industrie du bois.

#### **a) Origine des matières premières**

Le bois d'élitage provient principalement du Grand Nancy.

Les fagots, rondins et rémanents forestiers proviennent de l'exploitation forestière des environs de Lunéville.

Les plaquettes forestières et d'alignements proviennent des massifs forestiers de la région de Nancy et de la Meuse comme précisé dans le tableau suivant.

Le bois issu de scieries se compose, à parts égales, d'écorces, de chutes et de plaquettes de feuillus et de résineux (écorcés et non écorcés).

Les enlèvements de bois de scierie se font dans un rayon de 80 km autour de Nancy, principalement en Meurthe-et-Moselle et au Nord des Vosges.

Il s'agit donc de biomasse (bois naturel), aucun déchet n'est admis sur le site.

Région	Massifs forestiers
Nancy	Forêts de Haye, d'Avant-garde, de Punevelle
Lunéville	Forêts de Parroy, de Mondont, de Vitrimont, du bois Juré, de Favières, de Saint-Hamond
Meuse de l'Est	Forêts de Rennes, d'Apremont, de Commercy

### b) Volumes de matières premières

Le tableau ci-dessous présente les matières et produits utilisés pour la production de biomasse, ainsi que les quantités maximales stockées.

Les sous-produits de scierie, les rondins et rémanents forestiers seront broyés sur site pour obtenir une biomasse calibrée.

Les plaquettes forestières et les plaquettes de scierie, déjà calibrées, seront quant à elles stockées pour être mélangées.

Matières approvisionnées	Quantité maximale stockée	
	Situation actuelle	Situation future
Sous-produits de scierie	7 000 m <sup>3</sup>	5 000 m <sup>3</sup>
Rondins et rémanents forestiers, bois d'élague	8 000 m <sup>3</sup>	3 000 m <sup>3</sup>
Plaquettes forestières ou de scieries calibrées	5 000 m <sup>3</sup>	52 000 m <sup>3</sup>
<b>Total</b>	<b>20 000 m<sup>3</sup></b>	<b>60 000 m<sup>3</sup></b>

### c) Processus de préparation de la biomasse

Le processus de préparation diffère selon la nature des matériaux entrants et la qualité du produit souhaité. Celui-ci doit être conforme au cahier des charges du client à livrer. Pour garantir l'homogénéité et la qualité du produit, l'exploitant effectue un mélange de plusieurs qualités de bois.

D'une manière générale, le produit suivra le processus suivant :

1. réception des produits,
2. stockage,
3. broyage selon la nature du produit,
4. criblage de l'ensemble pour garantir la granulométrie,
5. décailloutage,
6. déferrailage,
7. mise en stock sous abris.

Le principe de fonctionnement de la plate-forme est schématisé en annexe du présent rapport.

L'approvisionnement en bois s'effectue grâce à des camions en provenance des fournisseurs répartis sur un rayon d'environ 80 km autour de la plate-forme.

La biomasse est stockée sous hangar pour séchage. Un contrôle d'humidité par sonde est effectué selon la norme NF B 51-004.

La traçabilité du produit, du fournisseur jusqu'à la chaufferie, est assurée par un système de suivi informatisé.

Des camions à fond mouvant, de 90 m<sup>3</sup>, assurent les livraisons en chaufferie.

Un ticket de pesée est fourni à chaque livraison.

### 1.7.2 Effluents aqueux

#### Consommation d'eau :

L'approvisionnement en eau de l'exploitation provient du réseau d'eau de la ville.

La consommation globale de l'établissement en eau à usage industriel est nulle.

La consommation d'eau, utilisée uniquement pour les besoins domestiques (douches, toilettes, réfectoire) s'élève à moins d'1 m<sup>3</sup> par jour.

#### Rejets aqueux :

La plate-forme n'est pas raccordée au réseau d'assainissement collectif.

La partie de réseau d'assainissement accessible depuis la plate-forme se situe à environ 1 350 m du site.

Le raccordement de la plate-forme au réseau d'assainissement communal représentant une solution technico-économique trop lourde (travaux de raccordement estimés à 448 500 €), la société DALKIA a donc privilégié la solution d'un système d'assainissement autonome d'une part et d'un bassin de rétention des eaux pluviales d'autre

part, avec infiltration de ces eaux dans le sol au travers d'un dispositif d'enrochements au niveau de l'exutoire et de la sur-verse du bassin (8 223 € HT pour 150 m<sup>2</sup> d'enrochements).

Le site de la société DALKIA est situé dans le périmètre de protection éloigné des captages de Champigneulle déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 5 juin 1996. La zone de captage la plus proche, correspondant au forage de la Malpierre, se situe à une distance de 2 000 m du site.

Les prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection de ces captages sont définies par l'arrêté préfectoral du 5 juin 1996. Ainsi, à l'intérieur du périmètre de protection éloignée : « *Pour toute activité pouvant présenter un risque, l'avis préalable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique devra être requis.* » Conformément à ces prescriptions, M. SAUTER, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, a été sollicité par la société DALKIA et a donné un avis favorable à l'exploitation de la plate-forme de préparation de stockage de biomasse.

#### Effets sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines :

Sur le site DALKIA, il n'y a pas de prélèvement d'eau de la nappe ou de rejet direct en milieu naturel. Afin de protéger le sol et le sous-sol au droit du site, toutes les dispositions sont prises pour stocker, sur des surfaces imperméabilisées ou en rétention, les produits susceptibles d'engendrer une pollution du sous-sol. C'est le cas pour le stockage des produits d'exploitation et de maintenance. Le stockage de fioul (en cuve double paroi) et son installation de distribution sont situés à l'écart de la zone de stockage et de broyage. Une zone de dépotage avec rétention spécifique y est matérialisée.

Ainsi, l'impact du fonctionnement de la plate-forme sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines sera limité.

#### Effets sur les eaux superficielles :

L'exploitation de la plate-forme de préparation de la biomasse ne sera pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles.

Les eaux usées sanitaires, tout comme les eaux pluviales, feront l'objet d'un traitement approprié :

- les eaux usées sanitaires et domestiques sont dirigées vers un système d'assainissement non collectif, à savoir une fosse toutes eaux, puis un pré-filtre (pouzzolane) et un filtre à sable vertical,
- les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées dans un bassin tampon, transitent par un séparateur d'hydrocarbures et sont évacuées vers un fossé d'infiltration.

Les éventuelles eaux d'incendie générées en cas de sinistre seront collectées dans des bassins de rétention suffisamment dimensionnés.

L'impact sur les eaux superficielles sera donc limité.

### **1.7.3 Bruit**

Les principales sources de bruit présentes sur la plate-forme de stockage sont les camions de transport, le chargeur à godet, le broyeur et le crible présents seulement quelques jours par an.

Les mesures effectuées autour du site DALKIA à Velaine en Haye, le 11 juillet 2013, ont permis de qualifier les niveaux sonores en limite de propriété dans le cas le plus défavorable, à savoir en présence du broyeur (maximum 10 jours par an), non représentatif du fonctionnement normal annuel du site. Ces mesures permettent de mettre en évidence les niveaux de bruit maximum autour du site.

Les émissions sonores de la société DALKIA respectent la valeur admissible pour les ICPE, même dans le cas où le broyeur fonctionne (cas le plus défavorable non représentatif du fonctionnement normal annuel du site).

Aucune tonalité marquée au sens de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 n'a été enregistrée.

Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété de la plate-forme et en zones à émergence réglementée sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

	Période	Leq	Lmin	Lmax	L90	L50	L10
Point 1	Jour	46,5	36,9	63,6	40,9	44,5	49,1
Point 2		60,9	51,0	75,4	55,6	59,3	63,4

Niveaux sonores mesurés en dB(A)

Les émissions sonores en provenance de la plate-forme de stockage exploitée à Velaine-en-Haye ne sont pas à l'origine d'une gêne particulière que ce soit dans l'environnement proche du site ou au niveau des zones à émergences réglementées (ZER). Les parcelles entourant le site sont entièrement non constructibles. Les premières habitations sont situées à plusieurs centaines de mètres du site, seuls deux entrepôts désaffectés sont situés à proximité des limites du site.

#### **1.7.4 Trafic routier**

Le trafic induit par l'activité de la société DALKIA est lié à :

- l'approvisionnement en matières premières (bois d'arbres, plaquettes forestières, sous-produits de scieries),
- l'expédition de la biomasse aux différentes chaufferies.

Les matières premières proviendront des quatre départements lorrains, tandis que la biomasse sera expédiée aux chaufferies dans un rayon de 60 km autour de la plate-forme.

Le trafic maximum est estimé à 50 camions par jour, soit environ 7 000 camions par an. A cela, s'ajoute les flux de véhicules légers (personnel, visiteurs) soit environ 15 véhicules/jour.

De par son implantation au sein de la ZAC de la Forêt de Haye, le trafic routier est optimisé grâce aux réseaux logistiques locaux (nombreux transporteurs implantés dans la zone).

L'estimation de l'impact s'appuie sur le nombre de véhicules généré par l'exploitation de la plate-forme au regard de la quantité moyenne de véhicules circulant sur les routes empruntées (comptages routiers effectués par la DirEst ou le CG54). Ces rotations représenteront environ 1,2 % du trafic journalier actuel sur la D400. L'impact sur le trafic sera donc faible.

#### **1.7.5 Impact sur la faune et la flore**

Les terrains d'implantation de la société DALKIA SA ne sont assujettis d'aucune protection réglementaire.

Rappelons que le site est localisé au sein de la ZNIEFF de type 2 du Plateau de Haye et Bois de l'Evêque. Toutefois, au regard des habitats identifiés sur la plate-forme, à savoir des terrains totalement anthropisés, totalement défavorables à la présence d'une faune et d'une flore intéressante, il apparaît que le projet de la société DALKIA n'aura aucune incidence sur ladite zone ainsi que sur la faune et la flore qui y sont présentes.

Le projet de la plate-forme de la société DALKIA n'aura aucune incidence sur les sites Natura 2000 les plus proches, situés à plus de 4 kilomètres, ainsi que sur les habitats et les espèces remarquables qui y seront présents.

Le site DALKIA risque d'être fréquenté par des animaux compte tenu de sa localisation en plein cœur de la forêt domaniale de Haye. Néanmoins, l'attrait pour la faune locale sera très restreint et contrôlé du fait de l'existence d'une clôture entourant l'ensemble de la propriété et du fait de l'absence de végétation sur le site. De même, le site ne dispose d'aucun aménagement pouvant abriter des animaux (pas de caches, pas de ressources alimentaires sur la plate-forme, pas de gîtes, etc.).

Les activités menées sur le site entraîneront quelques poussières notamment par temps sec, du fait du broyage, de la préparation de la biomasse et de la circulation des engins sur la plate-forme. Cependant, ces rejets ne sont pas de nature à perturber significativement les espèces présentes. Une autre source de dérangement potentielle est le bruit provoqué par les machines et les activités menées sur le site.

En conséquence, le projet de la société DALKIA n'aura aucune influence significative sur la faune et la flore locale.

#### **1.7.6 Cumul avec les autres projets**

Aucun autre projet connu n'a été recensé dans le Parc de Haye. Le cumul d'effets négatifs peut donc être exclu dans le cadre de la concrétisation de ce projet.

### **1.8 - Risques et moyens de prévention**

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société DALKIA comporte une étude de dangers menée selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les conclusions de l'étude de dangers mettent en évidence 6 phénomènes dangereux possibles. Cependant, l'analyse des risques indique que seul l'incendie d'une des zones de stockage de biomasse peut être considéré comme accident majeur, bien qu'ayant une probabilité d'occurrence de classe C, improbable.

Ce scénario a donc été étudié pour les différentes zones de stockage de biomasse et les distances d'effets, résultant des calculs réalisés à l'aide du logiciel FLUMILOG, figurent dans le tableau ci-dessous.

Stockage	Distances d'effets sur les personnes			Effets sur les biens	
	Létaux significatifs	Létaux	Irréversibles	Internes	Externes
Produits finis	Non atteints	3 m ou 4 m *	7 m*	Absence d'effet sur les structures environnantes.	Absence d'effet domino externe et aucun seuil d'effet léthal
Plaquettes	Non atteints	3 m *	7 m*	Absence d'effet sur les structures environnantes.	Absence d'effet domino externe et aucun seuil d'effet léthal
Sous-produits de scierie	Non atteints	3 m *	6 m*	Absence d'effet sur les structures environnantes.	Absence d'effet domino externe et aucun seuil d'effet léthal
Rondins et bois d'élague	Non atteints ou 2 m	5 m ou 4 m*	9 m ou 7 m*	Absence d'effet sur les structures environnantes.	Absence d'effet domino externe et aucun seuil d'effet léthal

\*Les zones de stockage ayant une forme rectangulaire, les distances d'effets sur les personnes sont différentes suivant les côtés du rectangle. Lorsqu'une seule valeur apparaît, elle correspond à la largeur (petit côté) du rectangle ; dans ce cas, la longueur n'est impactée par aucun effet.

Les rayons correspondant aux seuils des effets létaux et irréversibles sont contenus à l'intérieur des limites de propriété de la plate-forme de stockage.

Les risques accidentels retenus, qui n'auraient aucune conséquence à l'extérieur du site, apparaissent acceptables.

### **1.8.1 Besoins en eaux d'extinction**

Les ressources en eau nécessaires pour assurer la protection du site ont été appréciées selon la méthodologie développée par l'Institut National d'Études de la Sécurité Civile (INESC) et les assureurs dans le Document technique D9 de septembre 2001 intitulé : « Défense extérieure contre l'incendie ».

Ainsi, les besoins en eau d'extinction d'incendie déterminés concluent quant à la nécessité de disposer d'un débit de 173 m³/h. Ces besoins doivent être disponibles pendant un minimum de 2 heures. Ainsi, pour le site DALKIA, ces besoins devront être de minimum 346 m³.

Le site dispose actuellement de 2 réservoirs d'eau incendie de 75 et 80 m³ situés au Sud du site, soit un volume total de 155 m³. Ces réserves servent à alimenter les poteaux incendie sous pression. Le poteau incendie P46 est situé à l'entrée du site et le P85 à l'extrémité Est. Leurs débits respectifs mesurés en 2009 sont de 95 et 83 m³/h. Ils doivent rester accessibles et utilisables par les engins d'incendie en permanence.

Dans le cadre de l'augmentation de ses volumes de stockage, la société DALKIA disposera d'une nouvelle réserve incendie d'une capacité de 230 m³, portant ainsi le volume total de la réserve incendie du site à 385 m³. Cette nouvelle réserve d'eau sera implantée au Nord de la parcelle, à côté du bassin de rétention des eaux pluviales. Elle devra faire l'objet d'une réception par le SDIS pour l'intégrer à la base de données départementale.

### **1.8.2 Rétention des eaux d'extinction**

Le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction est réalisé selon la méthodologie développée par l'Institut National d'Études de la Sécurité Civile (INESC) et les assureurs dans le Document technique D9A" d'août 2004 intitulé "Défense extérieure contre l'incendie et rétentions".

Les éléments suivants sont à prendre en compte dans le calcul des volumes de rétention :

- les volumes d'eau nécessaires pour les services extérieurs de lutte contre l'incendie déterminés à l'aide du guide technique D9,
- les volumes d'eau nécessaires aux moyens de lutte intérieure contre l'incendie, négligeables au regard des autres volumes mis en jeu,
- le volume d'eau lié aux intempéries,
- les volumes des liquides inflammables et non inflammables présents dans la cellule la plus défavorable.



Au total, le volume d'eau de rétention nécessaire atteint 543 m<sup>3</sup>. Ces eaux pourront être largement contenues dans :

- le bassin de rétention du site d'un volume de 500 m<sup>3</sup>,
- le caniveau périphérique Nord d'une longueur de 243 mètres et représentant un volume de 122 m<sup>3</sup>,
- les canalisations en périphérie Sud d'une longueur totale de 280 mètres et représentant un volume de 20 m<sup>3</sup>,
- la fosse de décantation de 2,25 m<sup>3</sup> au niveau de l'arrivée du caniveau Nord.

Soit un volume disponible de 644,25 m<sup>3</sup>.

### **1.9 – Cessation d'activité**

Conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement, si le site DALKIA est mis à l'arrêt définitif, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La procédure de cessation d'activités du site se déroulera selon les schémas réglementaires décrits aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du Code de l'Environnement. Cette procédure peut être reprise de la façon suivante :

- notification de la mise à l'arrêt : dépôt de la notification au préfet, 3 mois avant l'arrêt ;
- mise en sécurité du site,
- concertation sur la remise en état du site : dépôt d'un dossier de propositions sur le type d'usage futur du site au maire (et au préfet en copie) en même temps que le dossier de notification de la mise à l'arrêt ;
- mémoire de réhabilitation : dépôt du mémoire (basé sur le type d'usage déterminé dans la phase précédente) au préfet.

Enfin, en cas de cessation d'activités, les lieux seront remis dans leur état primitif comme précisé par l'article 11 du contrat de bail du site signé avec l'Office National des Forêts (ONF).

## **2 – La consultation et l'enquête publique**

### **2.1 - Enquête publique**

L'enquête publique s'est déroulée du 3 septembre au 4 octobre 2014, dans les communes de VELAINE-EN-HAYE, CHAMPIGNEULLES et LIVERDUN.

Les 4 visites reçues au cours de l'enquête publique ont été consignées dans le registre. Elles s'articulent autour des thèmes suivants :

- prendre connaissance du contenu du dossier,
- s'informer des risques éventuels de pollutions ou d'incendie inhérents au projet.

Le commissaire enquêteur (M. Philippe JEANDEL) conclut que l'enquête a révélé l'adhésion de la population au projet dans la mesure où celle-ci n'a formulé aucune remarque défavorable à son encontre.

Le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable** à la demande formulée par la société DALKIA, d'augmenter la capacité de production et de stockage de la plate-forme de préparation de biomasse de Velaine-en-Haye (54) en date du 31 octobre 2014.

### **2.2 – Consultation des conseils municipaux**

Conformément à l'article R. 512-20 du Code de l'Environnement, les conseils municipaux des communes concernées par l'installation projetée sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Le soutien des autorités locales sur le projet présenté s'est matérialisé par l'adoption d'une délibération favorable du Conseil Municipal de Velaine-en-Haye en date du 28 août 2014 et de celui de Liverdun en date du 24 septembre 2014.

La commune de Champigneulle ne s'est pas prononcée.

### **2.3 - Avis des services administratifs consultés**

Par ailleurs, et suite aux dispositions prévues à l'article R. 512-21 du code de l'environnement et réalisées par l'autorité préfectorale, les avis des services suivants ont été reçus par l'inspection des installations classées :

#### **2.3.1 Agence Régionale de Santé Lorraine (ARS)**

Ce projet ayant fait l'objet d'un précédent dépôt de dossier de demande d'autorisation le 16 janvier 2014, qui a été retiré par l'exploitant pour être complété le 11 mars 2014, l'ARS avait rendu un avis, en date du 27 janvier 2014, dans lequel elle faisait part des observations suivantes :

- le projet situé en périmètre de protection éloigné des ressources en eau de Champigneulle a fait l'objet d'un avis de l'hydrogéologue agréé. Les dispositions adoptées et les aménagements réalisés sont de nature à réduire les risques de pollution du milieu naturel,
- l'étude d'impact comporte un volet sanitaire clairement identifié et proportionné à l'importance de ce projet. L'approche proposée dans le dossier est acceptable et ces aménagements ne devraient pas présenter d'impacts significatifs sur la santé.

Au vu de ces éléments, l'ARS avait émis un **avis favorable** sur ce dossier.

Le dossier complété a été adressé à l'ARS qui a rendu son avis le 23 avril 2014 en indiquant que son avis favorable du 27 janvier 2014 est inchangé.

#### **2.3.2 Direction Départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle**

Par courrier du 28 avril 2014, la DDT a émis un **avis favorable** au projet au regard des éléments nouveaux apportés par l'exploitant suite aux observations émises par ses services les 2 septembre 2013 et 17 février 2014. Elle précise que le dossier devra cependant recevoir l'avis favorable du Service Public d'Assainissement Non Collectif compétent sur la commune de Velaine-en-Haye.

#### **2.3.3 Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC)**

Par courrier du 29 avril 2014, le SIDPC indique ne pouvoir émettre aucun avis qualifié sur le projet lui-même.

#### **2.3.4 Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine (DRAC)**

Par courrier du 24 avril 2014, la DRAC a indiqué que ce dossier n'appelle pas d'observations particulières au regard de la législation sur les monuments historiques et les paysages et a émis un **avis favorable** sur ce dossier. Le service régional de l'archéologie a également émis un **avis favorable** au titre de l'archéologie préventive.

#### **2.3.5 Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle**

Par courrier du 15 avril 2014, le SDIS de Meurthe-et-Moselle a émis un **avis favorable** dans le respect de la réalisation des prescriptions relatives à l'accessibilité du projet, à l'étude des besoins en eau et à la rétention des eaux d'extinction d'un incendie.

En particulier, le dimensionnement des besoins en eau réalisé par le pétitionnaire à partir des préconisations du document technique D9, a estimé le volume total en eau d'extinction à 346 m<sup>3</sup>. Il prévoit l'utilisation du volume de 155 m<sup>3</sup> assuré par les deux réservoirs d'eau d'incendie existants et de la nouvelle réserve d'eau de 230 m<sup>3</sup> prévue par le projet, portant ainsi le volume total à 385 m<sup>3</sup>. La nouvelle réserve d'eau, implantée au Nord de la parcelle à côté du bassin de rétention des eaux pluviales, devra faire l'objet d'une réception par le SDIS pour l'intégrer à la base de données départementale.

Concernant les autres mesures prévues par l'exploitant, le SDIS précise qu'il ne peut pas valider les paragraphes 3.2.3.3 et 3.2.3.5. (du DDAE) relatifs aux moyens humains et de secours extérieurs dans la mesure où l'engagement des moyens se fait en fonction du règlement opérationnel et des éléments transmis à l'appel au 18/112 par le requérant, et non pas selon le plan d'intervention de l'exploitant. Les moyens engagés sont fonction de la disponibilité immédiate des personnels et véhicules des centres de secours. Les objectifs de délais sont ceux mentionnés dans le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques. De plus, il n'y a pas de centre de secours à VELAIN-EN-HAYE, contrairement à la mention qui en est faite dans le dossier.

Par ailleurs, le SDIS demande de prévoir un jeu de plans (dénommé "dossier d'accueil des secours"), à la disposition des premiers intervenants, regroupant :

- un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur le site,
- un plan des accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation),

- un plan des dispositifs de coupure des énergies,
- un plan de situation des zones à risques,
- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics.

### **2.3.6 Inspection du travail (DIRECCTE de Lorraine)**

Ce projet ayant fait l'objet d'un précédent dépôt de dossier de demande d'autorisation le 16 janvier 2014, qui a été retiré par l'exploitant pour être complété le 11 mars 2014, la DIRECCTE avait rendu un **avis favorable** au projet en date du 10 mars 2014.

### **2.3.7 Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)**

Suite au dépôt du dossier de demande d'autorisation du 16 janvier 2014, retiré ensuite par l'exploitant pour être complété le 11 mars 2014, l'INAO n'avait pas formulé de remarque sur ce projet dans son avis du 17 février 2014 dans la mesure où il n'a pas d'incidence directe sur l'AOR "Mirabelles de Lorraine" et les IGP concernées "Bergamote de Nancy" et "Mirabelles de Lorraine".

### **2.3.8 Syndicat Départemental d'Assainissement Autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54)**

Suite au dépôt du dossier de demande d'autorisation pour la réalisation d'un système d'assainissement autonome le 30 juin 2014 par la société DALKIA, le SDAA54 a indiqué, par courrier du 7 juillet 2014, que le dossier transmis ne lui permet pas d'émettre d'avis car celui-ci ne comporte pas les pièces nécessaires pour instruire la demande en assainissement non collectif.

Le SDAA54 précise par ailleurs, que compte tenu de l'implantation dans un périmètre de captage éloigné, il est obligatoire de fournir l'avis d'un hydrogéologue agréé, pas seulement pour les eaux pluviales et les risques liés aux hydrocarbures, mais aussi pour les rejets d'eaux usées d'origine domestique.

L'exploitant a, depuis, déposé un nouveau dossier auprès du SDAA.

## **2.4 - Avis de l'autorité environnementale**

Le dossier a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 10 juin 2014.

## **3 – Analyse de l'inspection des installations classées**

### **3.1 - Situation actuelle des installations**

#### **3.1.1 Situation réglementaire**

La plate-forme de stockage et de préparation de biomasse située à VELAINE-EN-HAYE a été créée et exploitée sous le couvert du récépissé préfectoral de déclaration 2008/202 du 25 janvier 2008 au titre des rubriques 1530-2, 2260-2 et 1434-1-b de la nomenclature des installations classées pour la société DALKIA.

A ce titre, les installations se composent de :

- un dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues dont la quantité stockée est supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup> (stockage biomasse totale : 20 000 m<sup>3</sup>),
- une installation de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, etc, dont la puissance installée de l'ensemble des machines fixes est supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW (puissance totale installée : 500 kW),
- une installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables est supérieure ou égale à 1 m<sup>3</sup>/h, mais inférieure à 20 m<sup>3</sup>/h (débit : 10 m<sup>3</sup>/h).

L'inspection des installations classées ayant constaté que l'exploitant avait dépassé les seuils de l'autorisation pour son site de Velaine-en-Haye, M. le préfet de Meurthe-et-Moselle a mis en demeure celui-ci, en octobre 2013, de déposer un dossier pour régulariser ses activités et de revenir sous le régime de la déclaration correspondant à son récépissé de 2008.

Le dossier objet du présent rapport constitue cette demande d'autorisation d'exploiter une installation de stockage et de préparation de biomasse, par la société DALKIA sur le territoire de la commune de Velaine-en-Haye, sous les rubriques 1532-1a et 2260-2a, la quantité maximale de matières pouvant être présentes dans cette installation étant de 60 000 m<sup>3</sup> et la puissance des machines (broyeur à bois) étant supérieure à 500 kW.

### **3.2 - Réglementation applicable**

Les principaux textes réglementaires applicables à la plate-forme de stockage de biomasse exploitée par la société DALKIA à Velaine-en-Haye sont les suivants :

- arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 " broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux,
- arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R 541-45 du code de l'environnement.

### **3.3 – Enjeux identifiés et mesures mises en place par l'exploitant le cas échéant**

#### **3.3.1 Traçabilité des entrants**

L'exploitant s'assure de la conformité des matériaux bois livrés dans son établissement en effectuant un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel permettent à l'exploitant de s'assurer de l'absence de déchets ou corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles, pierres ou autres matériaux comportant des substances halogénées.

Les déchets dont l'entreposage relève de la rubrique 2714 relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 tels les palettes, criblas de composts, taillis à très courte rotation (TTCR) s'ils sont utilisés comme procédé d'épuration ne répondent pas aux critères de conformité des entrants pour la fabrication de biomasse. Ils sont par conséquent interdits.

Tout chargement non conforme (par exemple présence de plastiques dans le chargement en quantité non négligeable et qui ne peut pas être séparé rapidement par un simple tri manuel) est refusé et le camion n'entre pas dans l'établissement. Si le chargement s'avère non conforme lors du déchargement, il fait l'objet d'une fiche de non-conformité puis le camion est renvoyé à son expéditeur avec son chargement.

#### **3.3.2 Biomasse « propre »**

La biomasse répond à la définition des matériaux autorisés au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des Installations classées : *« La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée, ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat ».*

Sur site, la biomasse est uniquement fabriquée à partir de ressources forestières et de plaquettes de scierie calibrées.

La circulaire ministérielle du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets précise, concernant les dépôts de déchets de bois, que le classement sous la seule rubrique 1532 peut être retenu si ces déchets de bois sont assimilables à de la biomasse au sens de la rubrique 2910-A.

### **3.3.3 Étanchéité de la plate-forme et de ses réseaux**

Le site étant situé dans le périmètre de protection éloigné de captage des eaux de Champigneulle, la plate-forme ainsi que tous les équipements de collecte des eaux pluviales, usées ou de ruissellement, notamment les fossés et bassins, devront être étanches.

L'exploitant devra s'assurer de leur intégrité à tout moment conformément aux prescriptions des articles du titre 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en annexe.

Le process n'utilise pas d'eau, il n'y a aucun rejet en dehors des eaux sanitaires et pluviales.

### **3.3.4 Risque d'effet domino**

Dans l'établissement DALKIA, afin de se placer dans une approche maximaliste, le chêne a été retenu comme bois représentatif pour les études de risque incendie car c'est l'essence la plus pénalisante puisqu'elle présente la plus forte intensité d'inflammation, qu'elle soit spontanée ou pilotée.

Que ce soit dans le cas d'une inflammation spontanée (propagation du sinistre sous l'effet du rayonnement thermique) ou dans celui d'une inflammation pilotée (propagation sous l'effet d'une flamme), le flux minimal nécessaire pour propager un sinistre n'est jamais atteint avec les modélisations FLUMILOG dont les flux calculés sont au maximum de 5 kW/m<sup>2</sup>.

Ainsi, le flux thermique nécessaire à la propagation d'un incendie d'un îlot à un autre n'est pas atteint. De plus, les îlots sont séparés d'une distance de 10 m et aucun flux n'est observé à une telle distance.

Aucun effet domino ne sera observé dans le cas d'un incendie d'un îlot de stockage de biomasse.

### **3.3.5 Panneaux photovoltaïques**

Une surface de 750 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques est intégrée sur les bacs de couverture métallique du pan Sud de la halle de stockage de biomasse n°1. L'énergie électrique produite atteint une puissance de crête d'environ 32 kWc.

Ces panneaux feront l'objet d'une attention particulière en cas d'incendie notamment d'une coupure afin d'éviter tout risque d'électrisation des services de secours ou personnels d'intervention comme proposé dans l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral.

De plus, l'ensemble des toitures (éléments de support, isolant et étanchéité) comportant des panneaux photovoltaïques satisfait la classe et l'indice Broof(t3) comme prescrit par l'arrêté ministériel 11/09/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **3.3.6 Demandes spécifiques des différents services consultés**

Les propositions réalisées dans la demande d'autorisation par l'exploitant ont fait l'objet d'observations de la part du SDIS afin d'autoriser l'augmentation de capacité.

Des demandes spécifiques ont donc été rédigées par ce service notamment en ce qui concerne la réalisation d'un bassin de réserve d'incendie et l'augmentation des capacités du bassin de rétention des eaux usées qui sert de bassin de confinement en cas d'accident.

Le SDIS demande également de prévoir un dossier d'accueil des secours.

Le SDIS précise par ailleurs qu'il ne s'engage sur les moyens humains et de secours extérieurs qu'en fonction de la disponibilité immédiate des personnels et véhicules des centres de secours, et sur les objectifs de délais mentionnés dans le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques.

Par ailleurs, la DDT précise que le dossier devra cependant recevoir l'avis favorable du Service Public d'Assainissement Non Collectif compétent sur la commune de Velaine-en-Haye pour ce qui concerne le dispositif de traitement des eaux sanitaires. Ce dispositif est notamment constitué d'une fosse qui est vidangée régulièrement, les eaux de surverse se font au milieu naturel après décantation et passage sur filtre à sable. Ce dispositif est en place depuis plusieurs années, l'exploitant a transmis des compléments au SDAA afin de recueillir son avis qui devra être tenu à disposition de l'inspection.

### **3.3.7 Autres points**

Les rejets atmosphériques sont uniquement liés à l'utilisation des engins (chargeur, broyeur, véhicules). Il n'y a aucune autre installation susceptible de rejeter des effluents atmosphériques sur le site. L'impact sur l'air est par conséquent limité.

Le site ne génère pas de déchets dangereux, les déchets du site sont pris en charge dans les filières de traitement habituelles.

Les mesures de bruit effectuées sur le site, dans les conditions les plus défavorables (présence du broyeur) montrent qu'elles respectent les limites réglementaires en la matière. Le site est entouré de forêts et éloigné des habitations.

L'étude sanitaire jointe au dossier montre que les aménagements ne devraient pas présenter d'impacts significatifs sur la santé.

Le site n'est pas soumis à garanties financières.

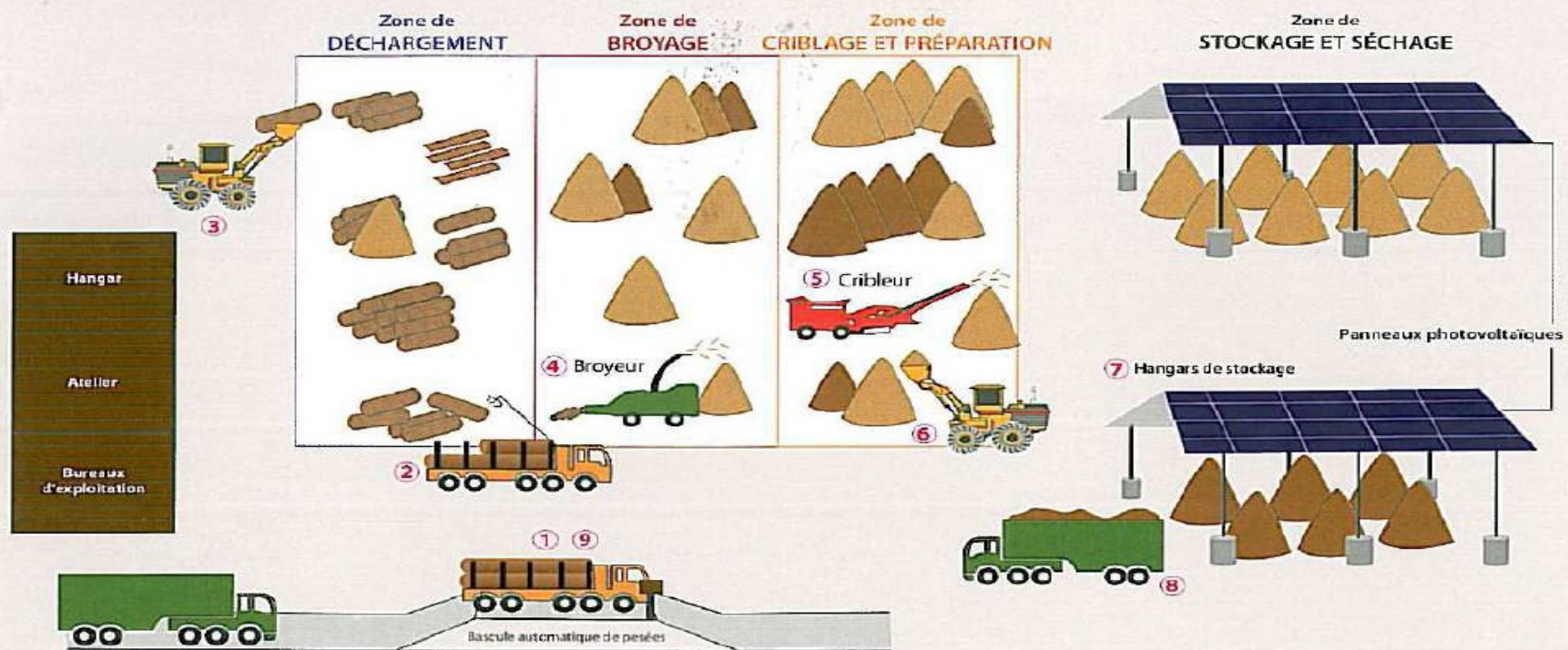
L'impact du projet sur le trafic routier et sur la biodiversité locale est limité.

## **4 – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées**

En conclusion, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un **avis favorable à la demande de la société DALKIA sous réserve du respect par l'exploitant des prescriptions prévues dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport**, visant à réglementer la poursuite d'exploitation de cette plate-forme de stockage et de préparation de biomasse à Velaine-en-Haye.

Schéma des installations

Principe de fonctionnement de la plateforme



- ① . PÉPAGE DES CAMIONS EN ENTRÉE
- ② . DÉCHARGEMENT ET CONTRÔLE QUALITÉ
- ③ . STOCKAGE INTERMÉDIAIRE
- ④ . BROYAGE DES PRODUITS
- ⑤ . CRIBLAGE DE LA BIOMASSE

- ⑥ . PRÉPARATION DE LA BIOMASSE
- ⑦ . STOCKAGE DE LA BIOMASSE
- ⑧ . CHARGEMENT DES CAMIONS
- ⑨ . PÉPAGE DES CAMIONS EN SORTIE  
AVANT LIVRAISON EN CHAUFFERIE